

La commission REGI pour un nouvel élan dans la politique de cohésion

La commission du développement régional a adopté ce mardi 5 mai sa position sur le « 6e rapport de cohésion » qui dresse le bilan de la politique régionale de l'Union européenne sur les trois dernières années. L'occasion pour mes collègues et moi-même de faire passer plusieurs messages forts au sujet de cette politique qui a fait ses preuves mais qu'il convient d'adapter et d'améliorer continuellement.

La politique de cohésion est l'une des plus importantes de l'Union européenne. Pour la période 2014-2020, elle doit distribuer en France près de 16 milliards d'euros au titre du FEDER et du FSE afin de valoriser les territoires.

À l'épreuve de la crise, elle a permis d'atténuer la chute sans précédent des investissements en Europe.

Pour autant, certains points méritent une attention particulière à l'avenir pour favoriser la relance de la croissance et l'emploi. C'est la position que j'ai défendue aux côtés de mon collègue rapporteur Tamas Deutsch et en vue de la future réforme dans laquelle le Parlement européen aura un rôle crucial à jouer.

En premier lieu, une profonde simplification est nécessaire afin de réduire le fardeau administratif qui pèse sur les PME et les collectivités territoriales. Tout en garantissant l'efficacité des financements et la lutte contre la fraude, il est primordial de pouvoir prétendre à des financements européens sans devoir y sacrifier un temps et des ressources démesurés.

Le rapport que nous avons adopté exige également qu'une solution durable soit trouvée aux problèmes de retards dans les paiements et dans la mise en œuvre qui nuisent gravement à la crédibilité et à l'efficacité de la politique de cohésion.

Enfin, figure parmi nos préconisations le fait que cette politique soit complémentaire avec le plan d'investissement Juncker et se concentre davantage sur l'emploi, les PME et la jeunesse.

A l'heure où l'Europe subit encore les effets de la crise, j'estime que la politique de cohésion est plus que jamais nécessaire. Pour favoriser la croissance et l'emploi, nous devons toutefois la faire évoluer en permanence pour en faire une politique qui s'adresse à toutes les régions tout en s'adaptant à la diversité des territoires, aussi bien urbains que ruraux.